

PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

**Arrêté n° AE-F09317P0383 du 11/01/2018**  
**Portant décision d'examen au cas par cas**  
**en application de l'article R122-3 du code de l'environnement**

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur n°R93-2017-12-11-018 du 11/12/17 portant délégation de signature à Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09317P0383, relative à la régularisation de travaux sur les ravins de Vaubelle et du Vallat sur la commune de Saint-Vincent-sur-Jabron (04), déposée par l'EARL du Paroir, reçue le 07/12/2017 et considérée complète le 08/12/2017 ;

Vu la saisine de l'agence régionale de santé en date du 11/12/2017 ;

Vu la saisine de la commission spécialisée du comité de massif en date du 11/12/2017 ;

**Considérant la nature du projet**, qui relève de la rubrique 10 du tableau annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement et consiste à remettre en état les berges du ravin de Vaubelle et à dévoyer le ravin du Vallat dans sa partie aval à la confluence avec le Jabron ;

**Considérant que ce projet a pour objectif de régulariser des travaux effectués sans autorisation:**

- d'une part sur le ravin du Vallat, sur une longueur de 170 m, en réalisant un nouveau tracé du lit du ravin et protégeant les berges par plantation de boutures ;
- d'autre part, sur le ravin de Vaubelle, sur 418 m, en reconstituant à l'état initial la rive droite du ravin de Vaubelle et la partie de la rive gauche du Jabron endommagée ;

**Considérant la localisation du projet en zone naturelle ;**

Considérant que le projet n'est inscrit dans aucun périmètre de protection réglementaire ou contractuelle et qu'il ne concerne pas de zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique ;

Considérant l'impact limité des travaux à l'échelle du bassin versant du Jabron ;

Considérant que le projet est soumis à autorisation et étude d'incidences au titre des articles L.214-1 à 6 du code de l'environnement ;

## **Arrête :**

### **Article 1**

Le projet de régularisation de travaux sur les ravins de Vaubelle et du Vallat situé sur la commune de Saint-Vincent-sur-Jabron (04) n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

### **Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

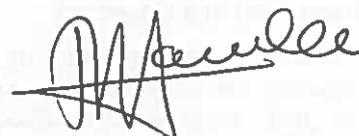
### **Article 3**

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de PACA. La présente décision est notifiée à EARL du Paroir.

Fait à Marseille, le 11/01/2018.

Pour le préfet de région et par délégation,  
Pour la directrice et par délégation,  
L'adjointe à la cheffe d'unité évaluation  
environnementale

Delphine MARIELLE



<b>Voies et délais de recours d'une décision dispensant le projet d'étude d'impact</b>
--

**Recours gracieux et hiérarchique, dans les conditions de droit commun, ci-après :**

**- Recours gracieux :**

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône  
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement  
Secrétariat général  
16, rue Zattara  
CS 70248  
13331 - Marseille cedex 3  
(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision)

**- Recours hiérarchique :**

Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire  
Commissariat général au développement durable  
Tour Séquoïa  
1 place Carpeaux  
92055 Paris – La-Défense Cedex  
(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision)